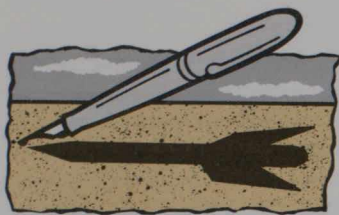


Condensé sur la limitation des armements

Par Jane Boulden



■ Le 15 janvier 1986, à la veille de la quatrième ronde de négociations sur les armes nucléaires et spatiales, le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev a formulé une nouvelle proposition sur la limitation des armements, dont le but est d'éliminer toutes les armes nucléaires d'ici l'an 2000. Le plan comprend trois étapes distinctes couvrant une période de quinze ans.

La première étape commencerait en 1986. Les États-Unis et l'Union soviétique réduiraient chacun de moitié l'arsenal des armes capables d'atteindre le territoire l'un de l'autre et conviendraient d'une interruption des essais nucléaires. Les deux pays élimineraient en outre de la zone européenne tous leurs missiles de moyenne portée, tandis que la France et la Grande-Bretagne s'engageraient à ne pas accroître leurs arsenaux nucléaires. Et, plus important encore, les États-Unis et l'URSS s'abstiendraient conjointement de créer, de mettre à l'essai et de déployer des "armements spatiaux de frappe."

La deuxième étape commencerait en 1990. Les autres puissances nucléaires seraient invitées à réduire leurs armements, à renoncer aux essais nucléaires ainsi qu'à la mise au point, à la mise à l'essai et au déploiement d'"armes spatiales de frappe." Les deux superpuissances achèveraient d'éliminer la moitié de leurs arsenaux, et toutes les puissances nucléaires supprimeraient leurs armes nucléaires tactiques (celles dont la portée va jusqu'à 1 000 km).

Au cours de la troisième étape, qui commencerait en 1995, tous les armements nucléaires existant encore seraient éliminés, et l'on élaborerait un accord universel qui interdirait à tout jamais la réapparition de ce genre d'armes.

Cette proposition présente diverses nouveautés. Que les Soviétiques soient disposés à permettre des inspections sur place et à négocier d'autres méthodes de vérification,

voilà qui représente un changement marqué par rapport à leurs positions antérieures. De même, la nouvelle initiative soviétique concernant les missiles de moyenne portée stationnés en Europe autorise un certain espoir. Elle s'apparente beaucoup à l'"option zéro" des Américains, que l'URSS avait jugée inacceptable jusque-là, et les Soviétiques ont exprimé le désir de conclure un pacte sur les missiles de moyenne portée sans l'assujettir à un accord qui limiterait l'IDS.

Les dirigeants américains ont réagi positivement à ces changements, mais ils soulignent que les détails de ce plan doivent être réglés à la table de négociations, et non publiquement, avant que des progrès réels puissent s'accomplir. Comme par le passé, les Soviétiques continuent de lier leur proposition à un arrêt du programme IDS des Américains, condition que ces derniers jugent toujours inacceptable.

■ Respect de l'accord SALT II

Le 23 décembre 1985, le Président Reagan a communiqué au Congrès un rapport détaillé sur les violations soviétiques des traités concernant la limitation des armements. Les principaux sujets d'inquiétude sont le déploiement des missiles SS-25 mobiles à une ogive et la construction d'un gros radar à antenne-réseau phasée à Krasnoyarsk en territoire soviétique. Les Américains prétendent que le SS-25 est un autre "nouveau" missile interdit aux termes de l'accord SALT et que l'érection du radar de Krasnoyarsk, vu les possibilités et l'emplacement de ce dernier, viole le traité sur les missiles antimissiles balistiques. Les Américains décideront en mai, au moment des premiers essais en mer d'un autre sous-marin Trident, s'ils doivent continuer de respecter les accords SALT.

■ Conférence sur le désarmement

La Conférence sur le désarmement a repris ses travaux le 4 février 1986, à Genève. Dans leur nouvelle proposition sur la limitation des armements, présentée par M. Mikhail Gorbatchev en janvier, les Soviétiques se déclarent partisans d'une élimination complète des armes chimiques et de leurs bases industrielles de fabrication. M. Gorbatchev a précisé que des inspections internationales sur place seraient nécessaires dans un tel contexte. Les méthodes de vérification ont jusqu'à présent constitué une importante pierre d'achoppement dans ce domaine : pour l'Union soviétique, les moyens proposés par les États-Unis s'assimileraient trop à de l'ingérence. Des personnalités participant aux travaux de la CD ont exprimé le souhait que ces concessions importantes de la part des Soviétiques favorisent la réalisation d'un accord sur les armes chimiques. Peu de progrès ont été constatés dans les autres secteurs de négociation.

■ Réduction mutuelle et équilibre des forces (MBFR)

Les pays occidentaux ont formulé une nouvelle proposition le 5 décembre 1985, dernier jour de la 37^e ronde des négociations MBFR, à Vienne. Ils ont accepté le cadre de travail proposé par le bloc soviétique en février 1985 et, rompant avec leurs positions antérieures, ils se sont dits prêts à réduire leurs effectifs sans exiger la signature préalable d'une entente sur l'importance numérique des troupes actuellement stationnées dans la région. Cela étant, les pays occidentaux ont proposé pour commencer de réduire les troupes américaines de 5 000 hommes et les troupes soviétiques de 11 500, dans l'année qui suivrait la signature de l'accord. Après ces réductions initiales, on s'entendrait

sur un accord de "non-augmentation collective," d'une durée de trois ans, période pendant laquelle les négociations se poursuivraient. Étant donné qu'au départ, il n'existe pas d'entente sur l'importance numérique des troupes en place, les Occidentaux ont présenté des méthodes détaillées de vérification et proposé de créer une commission consultative qui serait chargée de répondre aux questions et d'analyser les interprétations de l'accord.

Dans sa proposition du 15 janvier 1986, le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev a estimé que le cadre d'une entente se dégageait peu à peu des négociations de Vienne, et il s'est déclaré disposé à conclure un accord sur des "méthodes de vérification raisonnables." À la table de négociations, l'URSS a proposé une réduction initiale de 11 500 hommes chez les Soviétiques et de 6 500 hommes chez les Américains (soit 1 500 Américains de plus que prévu dans le plan occidental). Il est peu probable qu'après 13 ans de négociations, un accord puisse être conclu rapidement, mais l'évolution qui se manifeste de part et d'autre permet de croire que la signature d'un accord est désormais plus possible que dans le passé.

■ Conférence de Stockholm

La neuvième session de la Conférence de Stockholm (Conférence sur le désarmement et les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe, ou CDE) s'est ouverte le 28 janvier 1986.

Là encore, on a estimé que la proposition formulée par M. Gorbatchev le 15 janvier sur la limitation des armements présentait des changements intéressants et offrait l'occasion de progresser vers la conclusion d'un accord. M. Gorbatchev a renoncé aux exigences soviétiques concernant la notification des exercices navals et a laissé entendre que l'URSS serait davantage disposée à accepter des mesures de vérification. Pour ce qui est de la notification des exercices aériens et de la divulgation des endroits où les forces militaires sont stationnées en Europe, ce sont là des questions sur lesquelles les négociations futures risquent encore d'achopper.

Calendrier

10 avril	Début de la cinquième ronde de négociations à Genève.
Mai	Conférence de révision de la Convention sur les armes biologiques - Réunion préparatoire.
22 mai	Fin de la cinquième ronde de négociations à Genève.
Mi-juin-août	Seconde moitié de la session annuelle de la CD.
Été/automne	Deuxième sommet Reagan-Gorbachev à Washington, D.C.
Septembre	Conférence de révision de la Convention sur les armes biologiques.